

Vous avez dit dette publique ?

Pour que l'argent nous serve, au lieu de nous asservir !

Notre gouvernement nous dit : « les caisses sont vides ! Il faut réduire la dette ! » il crie à la faillite !

Et il supprime toujours plus de postes dans la fonction publique, privatise France Telecom, EDF GDF, la poste, que l'on ferme des petits hôpitaux, maternités, tribunaux, que nos retraites diminuent, et que l'on nous oblige à travailler plus longtemps... pour cause de déficit public !

Pourtant, les états européens renflouent les banques à coup de milliards d'euros, et ce soutien des états aux banques alourdit encore la dette publique dont les seuls intérêts annuels engloutissent déjà la quasi totalité de nos impôts sur le revenu.

Alors de l'argent pour les uns, mais pas pour les autres ?

Pourquoi il y a 40 ans la dette publique n'existait pas ?

EXPLICATION :

- Depuis 1971, plus aucune monnaie n'est liée à un étalon réel (or), ce qui rend la monnaie depuis, totalement virtuelle et donc potentiellement infinie. Seules les règles définies par les hommes eux-mêmes en limitent l'émission

- En 1973, la France s'est légalement interdit d'émettre sa monnaie et s'oblige à emprunter sur les marchés financiers une monnaie dont elle avait auparavant le pouvoir d'émission gratuitement.

Incroyable n'est ce pas ?

- Contrairement à ce que croit la majorité d'entre nous, ce ne sont plus les états qui émettent leur monnaie, mais le système bancaire privé (FED, Citibank, Banque d'Angleterre, JP Morgan Chase & Co...).

- Suite au Traité de Maastricht (article 104 qui interdit à la BCE et aux banques centrales nationales d'accorder un quelconque prêt aux institutions ou organes publics de la Communauté), toute l'Europe est dans la même situation. Cela conduit les états à s'endetter pour obtenir, au prix fort, auprès de la finance privée, la monnaie qu'ils émettaient eux-mêmes gratuitement par l'intermédiaire de leur Banque Centrale avant 1973.

Ces banques ont donc en main le destin des peuples puisqu'elles seules décident d'accepter ou de refuser des prêts pour des projets dont les états demandent le financement.

C'est ainsi que dans notre pays, depuis 1973, sans compter les 1250 milliards d'euros que nous devons encore en principal, nous avons déjà payé, au seul titre de l'intérêt, plus de 1300 milliards d'euros...

Les grands partis politiques ont volontairement abandonné notre droit de création monétaire, au profit exclusif d'une finance privée dont les excès et l'irresponsabilité sont aujourd'hui étalés au grand jour !

" Une fois qu'une nation a abandonné le contrôle de ses crédits, il importe peu de savoir qui fait les lois..."

Mackenzie King ancien 1er ministre canadien

Merci Mr Giscard d'Estaing ! (Ministre de l'économie et des finances à ce moment là ! Un hasard sans doute. Il a participé à l'élaboration de la constitution européenne, refusée par notre peuple).

Cette politique du "tout marché", appliquée à la fonction monétaire, est la cause première de la dette publique, avec son cortège de restrictions budgétaires, resserrement des aides sociales, salaires et

conditions de travail qui se dégradent, et recul du service public...

" Jusqu'à ce que le contrôle de l'émission de devises et de crédit soit restauré comme prérogative du gouvernement, et reconnu comme sa responsabilité la plus flagrante et la plus sacrée, tout discours sur la souveraineté du parlement et sur la démocratie est vain et futile. Une fois qu'une nation a abandonné le contrôle de ses crédits, il importe peu de savoir qui fait les lois..."

L'usure, une fois aux commandes, coule n'importe quelle nation".

(William Lyon Mackenzie King, ex premier ministre du Canada qui nationalisa la Banque du Canada).

Pour les USA, leur perte de souveraineté date de 1913...

L'histoire des Etats-Unis, depuis la révolution en 1776 a été en large part l'histoire d'une lutte épique pour la libération et l'indépendance vis-à-vis des banques européennes internationales. Cette lutte fut finalement perdue en 1913 quand le Président Woodrow Wilson ratifia le Federal Reserve Act plaçant le cartel bancaire international en charge de la création de la monnaie américaine.

"Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes ses activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé, un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité, mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants".

(Woodrow Wilson Président des Etats-Unis 1913-1921).

JMG

